

Fin de 1ère session d'Arusha : aucune annonce spectaculaire

RFI, 25-05-2016 Dialogue burundais : la session d'Arusha fixe le cap, mais tout reste à faire. Après plus d'une année de crise au Burundi consécutive à la décision du président de briguer un troisième mandat, le facilitateur tanzanien, l'ancien président Benjamin Mkapa, a tenté de relancer le dialogue interburundais en panne depuis des mois au cours d'une session organisée à Arusha. Après quatre jours d'écoute, les choses commencent à se préciser même si de nombreuses zones d'ombre persistent. Mardi 24 mai, au cours de la cérémonie de clôture, aucune annonce spectaculaire n'a été faite, mais le facilitateur a fixé le cap pour les prochaines semaines.

D'ici quatorze jours, l'ancien président tanzanien et facilitateur dans la crise burundaise, Benjamin Mkapa, va rencontrer « ceux qui ne sont pas venus participer à cette session ». Une allusion à peine voilée aux partis membres du Cnared, la plateforme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise qu'il n'a pas invitée en raison de l'hostilité du gouvernement du Burundi. Quelques-uns de ses membres avaient finalement fait le déplacement à Arusha malgré l'appel au boycott lancé par leur organisation. Mais au final, Benjamin Mkapa devrait rencontrer aussi bien le Cnared que les principales figures de la société civile burundaise à la tête des manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza et qui ont fui en exil, selon des sources proches de la médiation. Puis le facilitateur devra fixer, avec le président ougandais Yoweri Museveni, le médiateur en chef, un plan d'action pour une sortie de crise au Burundi, avant d'organiser une nouvelle session du dialogue en vue de ramener la paix dans le pays, au cours de la troisième semaine de juin. Une opération qui sera autrement plus difficile que cette première session, car Benjamin Mkapa devra faire preuve d'ingéniosité pour concilier des positions irrconciliables sur les participants au dialogue, l'ordre du jour ou encore le pays qui doit abriter la suite des discussions. Aujourd'hui, une idée suivrait son cours : à faire endosser ce plan par les chefs d'Etats de la communauté est-africaine, l'EAC. Il pourrait alors s'imposer à toutes les parties burundaises.